



PRÉFET DE LA CHARENTE

Préfecture
Secrétariat Général

Direction des Collectivités Locales et des Procédures
Environnementales
Bureau de l'Utilité Publique et des Procédures Environnementales

Affaires suivie par : Marie-Christine CURVALLE
Tél. : 05-45-97-62-42
Télécopie : 05-45-97-62-82
Courriel : marie-christine.curvalle@charente.gouv.fr

Arrêté complémentaire n° 2013_150_0002
actualisant l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1995 autorisant le GAEC DU
TEMPLE situé au lieu-dit « Le temple » commune de CELLEFROUIN à exploiter
un élevage porcin à la même adresse

La Préfète de la CHARENTE
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et condition du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2002 modifié relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevages ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 janvier 2003 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 31 décembre 2012 et son annexe relatif au cinquième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole dans la zone vulnérable du département de la CHARENTE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1995 autorisant l'extension d'une porcherie sise au lieu dit « Le Temple » sur la commune de CELLEFROUIN, exploitée par le GAEC DU TEMPLE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2007 actualisant l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1995 autorisant le GAEC DU TEMPLE situé au lieu-dit « le Temple », sur la commune de CELLEFROUIN, à exploiter une porcherie à la même adresse ;

Vu le dossier de demande de réalisation d'un forage déposé par le GAEC DU TEMPLE transmis à la MISE le 26 novembre 2009 ;

Vu le courrier de la MISE du 01 décembre 2009 concernant le dossier de déclaration préalable à la réalisation d'un sondage mécanique de reconnaissance présenté par le GAEC DU TEMPLE pour l'élevage porcin ;

Vu le dossier de demande préalable à la mise en exploitation d'un forage déposé par le GAEC DU TEMPLE au lieu-dit « Le Temple » transmis le 04 avril 2011 ;

Vu l'avis de la DDT du 21 septembre 2012 autorisant l'exploitation de ce forage ;

Vu le dossier déposé par le GAEC DU TEMPLE en date du 18 juin 2012 à la préfecture signalant les modifications dans la conception et le fonctionnement de ses installations dans le cadre de la mise aux normes bien être ;

Vu la visite de l'inspecteur des installations classées du 21 septembre 2012 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 6 février 2013 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 4 avril 2013 ;

Considérant qu'il n'y a pas d'augmentation d'effectif porcin, donc pas de dangers et nuisances supplémentaires vis-à-vis des tiers et de l'environnement ;

Considérant que les travaux interviennent dans le cadre de la mise aux normes bien-être relative à la protection des porcs ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les

intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Charente ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté complémentaire du 13 novembre 2007 sont abrogées. Les dispositions des articles 1, 2, 5, 9, 13, 14 et 18 de l'arrêté du 22/11/1995 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Arrêté préfectoral du 22/11/1995 modifié

Article 1 – Implantation

La porcherie est implantée sur les parcelles cadastrales n° 821, 822, 823, 880, 167 et 235 section E.

Le GAEC DU TEMPLE est autorisé à moderniser cette porcherie, située au lieu-dit « Le Temple », à CELLEFROUIN, sur la parcelle cadastrée section E n° 899.

Un nouveau bâtiment comprenant une salle de 177 places de truies et cochettes en dynamique, une salle d'adaptation « DAC », une salle cochettes, une salle de quarantaine pour une superficie totale de 798 m² est construite pour la mise aux normes bien-être des truies gestantes.

L'ancienne porcherie gestante est démolie après réalisation de cet agrandissement.

Cette porcherie est installée conformément aux plans joints au dossier.

Les nouveaux bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés :

- *à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 200 mètres à chaque bande ;*
- *à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;*
- *à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;*
- *à au moins 500 mètres en amont des piscicultures zones conchylicoles.*

Article 2 – Capacité et classement

La capacité maximale de cet élevage est de 4 258 animaux équivalents en présence simultanée.

Cette activité est classée sous la rubrique 2102-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 – Alimentation en eau

La porcherie est alimentée principalement par un forage de 140 mètres de profondeur situé sur les parcelles 899, 167, 235 section E, au lieu-dit « Le Temple », commune de CELLEFROUIN. Coordonnées approximatives en système Lambert 2 étendu : X = 450 020, Y = 2 102 360, Z = +148 m NGF.

Le prélèvement d'eau est de 15 000 m³ par an.

Arrêté préfectoral du 22/11/1995 modifié

Un compteur volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau du forage ; l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. Ce prélèvement d'eau sert à l'abreuvement des animaux.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 9 – Stockage des eaux résiduaires et des déjections solides

La capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. La capacité est augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques, de la valorisation agronomique et des dates d'interdiction d'épandage en zone vulnérable.

La capacité des ouvrages de stockage est de 3 300 m³, ce qui correspond à 5,5 mois de stockage.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité des ouvrages de stockage devra permettre de stocker la totalité des effluents de la porcherie produits pendant quatre mois au minimum.

Article 13 – Mesures à prendre pour le traitement des eaux résiduaires

Tout rejet d'effluents dans les eaux souterraines et superficielles est strictement interdit.

1) Les effluents d'élevage de l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

2) Le Plan d'épandage

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

Arrêté préfectoral du 22/11/1995 modifié

- *l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;*
- *l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;*
- *la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;*
- *les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;*
- *la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;*
- *les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;*
- *le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.*

Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet pour avis.

3) En zone vulnérable, la quantité d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an en moyenne sur la surface agricole utile de l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents d'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux (azote organique).

L'exploitant est tenu de réaliser en début de chaque nouvelle campagne un plan prévisionnel de fumure qui comprend :

- *l'identification et la surface de l'ilot cultural ;*
- *le précédent cultural ;*
- *la culture pratiquée (cultures pérennes comprises), la succession culturale annuelle envisagée et la période d'implantation pour les prairies ;*
- *l'objectif de rendement pour la culture accompagné de commentaires explicatifs ;*

- la fourniture en azote du sol ;
- Pour chaque apport d'azote organique prévu :
 - le nom et les coordonnées du fournisseur, s'il est différent de l'exploitant
 - la période d'épandage envisagée
 - la superficie concernée par l'épandage
 - la nature de l'effluent organique
 - la teneur en azote de l'apport
 la quantité d'azote fournie par l'apport tenant compte des effets arrière des précédents apports ;
- Pour chaque apport d'azote minéral prévu :
 - la ou (les) période(s) d'épandage envisagée(s)
 - la superficie concernée par l'épandage
 - le nombre d'unité d'azote contenu dans l'apport
 - la prévision de gestion de l'interculture : CIPAN ou repousses de Colza, période de destruction envisagée, destruction mécanique ou chimique.

Arrêté préfectoral du 22/11/1995 modifié

Un *ilot cultural* est constitué d'un regroupement de parcelles contiguës, entières ou partielles, homogènes du point de vue de la culture. Les résultats issus des outils ou des prestations proposés aux agriculteurs au titre des plans de fumure prévisionnel de fertilisation sont considérés comme étant conforme dans la mesure où ils comportent au minimum les éléments requis par le présent article.

Le plan de fumure prévisionnel doit être disponible et rempli avant le 15 mai de chaque année.

Pour les exploitations d'élevage, les éléments de description du cheptel sont enregistrés dans ces documents afin d'estimer la quantité totale d'azote effectivement apportée par les effluents d'élevage.

4) L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 35 mètres en amont des piscicultures et à moins de 500 mètres des zones conchylicoles pour l'épandage des effluents et des produits issus de leur traitement, définis comme fertilisants de type I dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles pour l'épandage des autres effluents ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'éconlement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;

- les week-ends, veilles et jour de fête dans la période du 1^{er} juin au 30 septembre ainsi que tous les dimanches de l'année ;
- par aéro-aspiration sans pour les eaux issues du traitement des effluents.

L'épandage par aspersion doit être pratiqué au moyen de dispositifs qui ne produisent pas d'aérosol.

5) Le Cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers.

Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage doit regrouper les informations suivantes relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- le bilan global de fertilisation ;
- l'identification des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues ;
- les superficies effectivement épandues ;

Arrêté préfectoral du 22/11/1995 modifié

- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

En outre, chaque fois que des effluents d'élevage produits par une exploitation sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Les parcelles cadastrales autorisées à l'épandage sont annexées à cet arrêté.

Article 14 – Prévention de la pollution de l'air

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

		Délai maximal d'enfouissement après épandage de lisier sur terres nues
	Distance minimale	

Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	15 mètres	immédiat
Composts*	10 mètres	Enfouissement non imposé
Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé	50 mètres	12 heures
Effluents après traitement atténuant les odeurs	50 mètres	24 heures
Autres cas	100 mètres	24 heures

** Composts : définition*

- les andains sont l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55° C pendant 15 jours ou à 50°C pendant six semaines.

L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final.

Arrêté préfectoral du 22/11/1995 modifié

Article 18 – Prévention et lutte contre l'incendie

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans au minimum par un technicien compétent et les rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

La protection externe est assurée :

- soit par un poteau incendie de 100 mm normalisé, susceptible d'assurer un débit de 60 m³/heure pendant 2 heures ;
- soit par une réserve d'eau, naturelle ou artificielle de 60 m³ ;
- soit par la combinaison des 2 solutions précédentes.

Ce point d'eau devra être situé à moins de 400 mètres des bâtiments et en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci. S'il est enterré, il devra être doté d'une prise d'eau normalisée.

La protection interne est assurée :

- *par la mise en place d'un (ou plusieurs) point(s) d'eau équipé(s) d'un tuyau avec lance et maintenu hors gel, permettant d'atteindre toute la surface du bâtiment avec le jet ou des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres à raison d'un extincteur pour 200 m².*

Ces moyens sont complétés :

- *s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kg, en précisant « ne pas se servir sur flamme gaz » ;*
- *par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kg à proximité des armoires ou locaux électriques.*

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- *le n° d'appel des sapeurs-pompiers : 18,*
- *le n° d'appel de la gendarmerie : 17,*
- *le n° d'appel du SAMU : 15,*
- *le n° d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,*
- *ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.*

Article 2 – Règles d'exploitation

L'arrêté préfectoral du 22 novembre 1995 est complété par les prescriptions suivantes :

Lutte contre les nuisibles

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire.

Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Les cuves contenant des produits dangereux pour l'environnement (fuel, gasoil, engrais liquides, produits chimiques...) sont équipées d'un bac de rétention ou tout autre système efficace afin d'éviter un déversement accidentel des liquides dans le milieu naturel et permettant de contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Article 3 – Remise en état du site

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification des exploitants indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Les exploitants remettent en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;
- le bâtiment, lorsque ce dernier est dégradé, est démonté afin qu'il ne présente plus aucun danger ni de nuisances paysagères.

Article 4 – Dysfonctionnement ou accident

L'exploitation demeure soumise à la surveillance des autorités locales et du service de l'inspection des installations classées ainsi qu'à toutes mesures utiles que l'administration croira devoir prendre dans l'intérêt de la sécurité et de l'hygiène publique.

Le service des installations classées est averti de tout incident ou accident intervenant sur le site. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais au service d'inspection un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures compensatoires mises en place pour éviter son renouvellement

Article 5 – copie

Copie du présent arrêté est notifiée au GAEC DU TEMPLE par le maire de CELLEFROUIN.

Un extrait énumérant les nouvelles prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire de CELLEFROUIN.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du GAEC DU TEMPLE.

Article 6 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers :

- soit d'un recours administratif gracieux devant le préfet, ou hiérarchique devant le ministre concerné, dans un délai de deux mois ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers :
 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an.
Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas survenue 6 mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.
 - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois.

Article 7 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement.

Article 8 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la CHARENTE, la sous-préfète de CONFOLENS, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le maire de CELLEFROUIN, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 30 MAI 2013

P/La Préfète,
Et par délégation,
Le secrétaire général,



Frédéric PAPET

IDENTIFICATION DES PARCELLES DE L'EPANDAGE

Les parcelles ou îlots PAC, sont identifiées à partir de la déclaration PAC 2009.

1) Exploitation : GAEC DU TEMPLE

ILOT N°	Nom des Parcelles	Commune	type de sol	Successions culturales pratiquées	SAU	SPE	Motif d'exclusion
1	Les Beaux Chats	Cellefrouin	Argile à silex	Colza/Blé	6.69	6.69	
2	La Combe	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge	1.53	0.91	habitation
3	Les sept Boisseaux	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Maïs	6.66	6.66	
4	Cormenier	Parzac					
4	Marteau		Argile à silex	Blé/Orge	6.01	6.01	
5	Le Breuil	Cellefrouin	Argile à silex	Maïs/Maïs	19.57	19.57	
6	Grands Champs	Parzac	Argile à silex	Blé/Orge	0.95	0.95	
7	Lache Courrière	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/colza	3.37	2.80	habitation
8	Champs caillaudes	Cellefrouin					
8	Les recloux	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Maïs	7.82	7.82	
10	Les recloux	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/colza	4.94	4.94	
12	Bois de Madame	Cellefrouin	Argile à silex	Maïs/Blé/colza	5.47	5.47	
13	Les Creux	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Maïs	5.43	4.60	habitation
14	Les Petantaines	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Maïs	6.21	5.56	habitation
15	Les Mairenaudies	Cellefrouin	Argile à silex	Maïs/Maïs	5.03	5.03	
16	Les Mairenaudies	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/orge/Maïs	1.49	1.49	
17	Les Perches	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Maïs	11.6	11.6	
18	Les Beaux de chez thibeau	Parzac	Argile à silex	gel	0.29	0.29	
19	Sur les Bois des	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/colza	3.56	3.56	

	Hommes							
20	Landes du Bois de l'hom	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge	2.88	2.88		
21	Landes du Bois de l'hom	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/colza	6.35	6.35		
22	Landes du Bois de l'hom	Cellefrouin	Argile à silex	gel	0.64	0.64		
25	Chemin Cellefrouin	Cellefrouin	Argile à silex	Gel/ blé	1.8	1.8		
26	Chez Picaud	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/colza	5.28	5.28		
28	Chez Goumar	Cellefrouin	Argile à silex	gel	1.82	1.78		habitation
29	Le Temple	Cellefrouin	Argile à silex	gel	0.8	0.22		habitation
				TOTAL	116.19	112.9		

SPE : surface potentiellement épanachable

Remarque : La SPE (surface potentiellement épanachable) est définie sur la base de 100 M de distance à respecter vis-à-vis des constructions tierces pour le lisière.

2) Exploitation : EARL DES COLLINES

LOT N°	Nom des Parcelles	Commune	Type de sol	Successions culturales pratiquées	SAT	SPE	Motif d'exclusion
1	La Marche	Cellefrouin	Argilo- calcaire	Mais /Pois /Blé	16.08	0	Réserve ICPE Earl des Collines
2	Le Bois Michaud	Cellefrouin	Argile à silex	Mais /Pois /Blé	10.43	0	Réserve ICPE Earl des Collines
3	Le Puybarreau	Cellefrouin	Argilo- calcaire	Mais /Pois /Blé	23.13	0	Réserve ICPE Earl des Collines
4	Les Concis	Cellefrouin	Argilo- calcaire	Blé /Orge /Maïs	11.76	11.07	habitation
5	Le Temple	Cellefrouin	Argilo- calcaire	Blé /Orge /Tournesol	1.19	0.5	habitation
6	Lache Courriere	Cellefrouin	Argile à silex	Blé /Orge /Tournesol	2.29	2.29	
7	Les Mairenaudies	Cellefrouin	Argilo- calcaire	Blé /Orge /Tournesol	2.49	2.49	
8	Planter de la Mare	Cellefrouin	Argile à silex	Blé /Orge /Maïs	8.25	8.25	
9	Champs de chez Verinaud	Cellefrouin	Argile à silex	prairie	3.84	3.05	habitation
10	Chez Naudon	Cellefrouin	Argile à silex	Blé /Orge /Maïs	1.7	1.11	Habitation, point d'eau
11	Le Moulin Neuf	Cellefrouin	Alluvions calcaires	gel	0.44	0	Sol humide
12	Au Dessus Chez Paquet	Cellefrouin	Argile à silex	Blé /Orge /Maïs	4.24	4.24	

SPE : surface potentiellement épardable

LOT N°	Nom des Parcelles	Commune	type de sol	Successions culturales pratiquées	SAU	SPE	Motif d'exclusion
14	Chez Goumard	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/Mais	0.76	0.44	habitations
15	Les Champs des granges	Cellefrouin	Argile à silex	gel	2.86	2.57	habitations
16	Les Granges	Cellefrouin	Argile à silex	gel	1.71	0.6	habitations
17	Chez Picaud	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/tournesol	1.24	0	habitations
18	Les Champs des granges	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/Mais	3.7	3.51	habitations
19	Les Champs des granges	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Orge/tournesol	8.04	8.03	habitations
				TOTAL	104.15	48.15	

3) Exploitation : EARL BOURBE

LOT N°	Nom des Parcelles	Commune	type de sol	Successions culturales pratiquées	SAT	SPE	Motif d'exclusion
1	Le machinet	Cellefrouin	Groie	Blé/orge/tournesol	1.98	1.98	
2	Le machinet	Cellefrouin	Groie	Colza/blé/orge & gel	10.54	9.90	habitations
3		Sainte Mary	Groie	Colza/blé	0.56	0.56	
4	Font de la Soudière	Sainte Mary	Groie	Colza/blé	7.74	7.74	
5	Moque Panier	Sainte Mary	Groie	Colza/blé	3.89	3.89	
6	Les Boudonnieres	La Tache	Argile à silex	Colza/blé	0.64	0.64	
7	Les Boudonnieres	La Tache	Argile à silex	Colza/blé	1.34	1.34	
8	Les Boudonnieres	La Tache	Argile à silex	Colza/blé	1.02	0.94	habitations
9	Les Mondots	Valence	Argile à silex	Colza/blé	1.42	1.38	habitations
10	Les Mondots	Valence	Argile à silex	gel	1.43	1	habitations
11	Moque Panier	Valence	Groie	Orge	3.79	3.79	
12	Les Vieilles Vignes	Valence	Groie	Colza/blé	11.4	10.87	habitations
13	Goize	Valence	Groie & alluvions	Mais	13	11.38	Habitations, cours d'eau

LOT N°	Nom des Parcelles	Commune	type de sol	Successions culturales pratiquées	SAU	SPE	Motif d'exclusion
14	Chiron	Valence	Alluvions calcaires	Mais	3.26	2.95	Habitations, cours d'eau
15	Les Pins	Ventouse	Groie	Blé/Orge/tournesol Gel &	8.2	6.25	habitations
16	Cimetière	Ventouse	Groie	gel	0.25	0	habitations
17	Cimetière	Ventouse	Groie & alluvions	Colza/blé & gel	9.85	8.92	habitations
18	Les Pins	Ventouse	Groie	Colza/blé	6.99	6.99	
19	Le Bourg	Ventouse	Groie	Mais	4.84	4.85	habitations
20	Le Bourg	Ventouse	Groie	Mais	0.66	0	habitations
				TOTAL	92.8	85.02	

4) EARL LASCoux:

Parcelle N°	Nom des Parcelles	Commune	type de sol	Successions culturales pratiquées	SAU	SPE	Motif d'exclusion
1	Fonds des Palnauts	Cellefrouin	Argile à silex	Mais/Mais	9.01	9.01	
6	Le Plantier	Cellefrouin	Argile à silex	Mais/Mais	1.76	1.76	
9	Champ de l'Homme	Cellefrouin	Argile à silex	Mais/Mais/blé	9.53	9.53	
18	La Broue	Cellefrouin	Argile à silex	Mais/Mais/blé	6.06	6.06	
				TOTAL	26.36	26.36	

5) M GODINEAU CLAUDE

Parcelle N°	Nom des Parcelles	Commune	type de sol	Successions culturales pratiquées	SAU	SPE	Motif d'exclusion
2	La Combe Roussie	Parzac	Argilo-calcaire	Prairie temporaire/tritcale	13.57	12.22	Habitation
3	Le Mesnier	Parzac	Argilo-calcaire	Prairie temporaire	8.08	7.73	Habitation
7	Bois du Pont	Parzac	Argilo-calcaire	Prairie temporaire	5.99	5.99	
18	La Combe Roussie	Parzac	Argilo-calcaire	Prairie temporaire/tritcale	6.72	6.72	
19	Champ du Cerisier	Parzac	Argilo-calcaire	Prairie temporaire	7.32	7.32	
20	Champ du Cerisier	Parzac	Argilo-calcaire	Prairie temporaire/tritcale	4.65	4.65	
				TOTAL	46.33	44.63	

6) M BRISARD MICHEL:

Code F2.a04
Version A5 du 09/09/09

LLOT N°	Nom des Parcelles	Commune	type de sol	Successions culturales pratiquées	SAU	SPE	Motif d'exclusion
11	Champ de l'Homme	Cellefrouin	Argile à silex	Mais/Blé	1.3	1.3	
13	Cheval Mort	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Tournesol	3.16	3.16	
16	Fond des Palnauts	Cellefrouin	Argile à silex	Blé/Tournesol/Mais	7.91	7.91	
				TOTAL	12.37	12.37	

PERIMETRE D'EPANDAGE PAR EXPLOITATION RECEPTRICE

Exploitation	SPE lisier de porcs	Productions principales
Gaec du Temple	112.90	Grandes Cultures, Porcs
Earl des collines	48.15	Grandes Cultures, Porcs
Earl Bourée	82.07	Grandes Cultures
Earl Lascoux	26.36	Grandes Cultures
Godineau Claude	44.63	Grandes Cultures
Brisard Michel	12.37	Grandes Cultures, bovins lait
TOTAL	326.48	

Le périmètre d'épandage du lisier de porcs du Gaec du Temple a donc 326.48 ha de surface potentiellement épandable.

RECAPITULATIF DE LA S.P.E PAR COMMUNE

Commune	SPE en ha
Cellefrouin	201.46
Ventouse	26.66
Valence	31.37
Parzac	51.88
Ste Mary	12.19
La Tache	2.92
TOTAL	326.48

ANNEXE 2
Plan de masse

